



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine

**COMMUNIQUE DE PRESSE
REPRESSION TOUS AZIMUTS EN GAMBIE**

TORTURES, DETENTIONS ARBITRAIRES ET EXECUTIONS EXTRAJUDICIAIRES MODE D'EMPLOI DU REGIME YAYA JAMMEH

Depuis le 21 Mars 2006, date de la tentative de coup d'Etat manqué en Gambie, la répression est féroce du côté de ceux qui sont soupçonnés d'avoir participé au coup d'Etat, d'avoir soutenu ou simplement sympathisé avec la auteurs présumés. Les atteintes graves et caractérisées de droits humains marqués par la torture, les exécutions extrajudiciaires et les détentions arbitraires.

Des responsables militaires ou de police politique ont été arrêtés et sauvagement torturés. Il s'agit du capitaine **Bunja Darboe**, de **Major Pierre Mendy**, de **Abdoulie Kujabi**, ancien directeur général de l'Agence de sûreté national (National Intelligence Agency NIA) et de **Ngor Secka**, ancien directeur général adjoint de la NIA dont les cotes ont été cassées

Ces actes barbares et odieux ont été commis par les éléments appartenant à la garde rapprochée au Président Yaya Jammeh.

La RADDHO est fortement préoccupée des informations relatives à la **disparition de cinq (5) officiers** dont on est sans nouvelle depuis leur transfert vers la prison de Janjanbureh à 280 km de la Capitale Banjul. Des sources concordantes estiment qu'ils ont été purement et simplement exécutés au point que certaines femmes des victimes avaient commencé à porter le deuil. Informé de la situation, le Président Jammey leur a intimidé l'ordre d'arrêter immédiatement. Il s'agit de **Daba Maréna**, de Sergent **Manlafi Corr**, du Lieutenant **Alieu Ceesay**, du Lieutenant **Ebrima Lowe** et de **Alpha Bah**.

Un communiqué du Gouvernement Gambien du 04 avril 2006, faisant état de la fuite de ces derniers suite à un accident de la route suscite les plus terribles interrogations des parents qui n'ont aucune nouvelle de ces personnes depuis lors.

Concernant les détenus, 17 personnes dont des civiles et des militaires ont été traduites en justice le 10 mai 2006 et beaucoup d'autres personnes attendent encore d'être fixées sur leur sort.

Beaucoup de journalistes de la presse privée ont été ciblés et particulièrement le bihebdomadaire « **The Independent** » fermé depuis le 21 mars, l'Editeur en chef **Musa Saïdykhan** et le Directeur **Madi Ceesay** ont été arbitrairement détenus pendant vingt deux (22) jours et sauvagement torturés. Quant à **Lamine Fatty**, du même organe, il est toujours en détention.

La Gambie fait partie des pays l'Afrique de l'ouest qui présente tous les signes et indices d'une société bloquée où les institutions fonctionnent à vide. La situation politique s'est terriblement dégradée depuis l'assassinat de journaliste Deïda Aïdara.

C'est ce pays où la répression est l'arme ultime de Yaya Jammeh, Président extravagant et autocrate, qui paradoxalement, abrite le siège de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.

La RADDHO :

- **Condamne** sans réserve les atteintes graves et intolérables des droits humains en Gambie et tout particulièrement la torture, les exécutions extrajudiciaires et les atteintes récurrentes à la liberté de la presse. ;
- **Invite** les membres de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples à songer sérieusement à trouver un autre siège que Banjul, il y va de la crédibilité du mécanisme africain de promotion des droits humains ;
- **En appelle** à l'Union Africaine qui doit se réunir en juillet, pour qu'elle inclut dans son agenda sur l'impunité, le cas du Président Yaya Jammeh.

**Fait à Dakar, le 26 Mai 2006
Le Secrétariat Général**